



**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
COMMUN A TOUS LES LOTS**

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Prestations de biens et services pour la réalisation d'ensembles électrotechnique, fluide et informatique pour bancs de tests, piles à combustible et électrolyseurs

2026SERV000001

Date limite de remise des offres : 02/03/2026 à 12h00

Toulouse INP
6 allée Emile Monso
BP 34038
31029 TOULOUSE CEDEX 4

SOMMAIRE

1	- Objet et étendue de la consultation	3
1.1	- Objet.....	3
1.2	- Mode de passation	3
1.3	- Type de contrat	3
1.4	- Décomposition de la consultation	3
1.5	- Nomenclature	3
1.6	- Renouvellement.....	4
2	- Conditions de la consultation	4
2.1	- Délai de validité des offres.....	4
2.2	- Forme juridique du groupement	4
2.3	- Variantes.....	4
3	- Conditions relatives au contrat.....	4
3.1	- Durée du contrat ou délai d'exécution	4
3.2	- Modalités essentielles de financement et de paiement	4
3.3	- Confidentialité et mesures de sécurité	4
4	- Contenu du dossier de consultation	4
5	- Présentation des candidatures et des offres	5
5.1	- Documents à produire pour la candidature	5
5.2	- Documents à produire pour l'offre	6
6	- Conditions d'envoi ou de remise des plis	7
6.1	- Transmission électronique	7
6.2	- Transmission sous support papier	8
7	- Examen des candidatures et des offres.....	8
7.1	- Sélection des candidatures	8
7.2	- Attribution des accords-cadres	8
7.3	- Suite à donner à la consultation	9
8	- Renseignements complémentaires.....	9
8.1	- Adresses supplémentaires et points de contact	9
8.2	- Procédures de recours	10

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

Le présent accord-cadre a pour objet :

L'achat de prestation de biens et services pour l'accompagnement dans la réalisation d'ensemble électrotechnique, fluide et informatique pour bancs de tests pile à combustible et électrolyseur

Cet accord-cadre définit les termes régissant les bons de commande passés sur son fondement pour les prestations suivantes :

- Lot 1 : Acquisition d'outils logiciels de contrôle et de supervision pour des bancs de test Pile à combustible/électrolyseurs petites, moyennes et fortes puissances
- Lot 2 : Prestations d'intégration de sous-ensembles électrotechniques, mécaniques et fluidiques dans un système complexe (bancs d'essais, équipements de tests, ...)

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type de contrat

L'accord-cadre conclu avec un maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande, conformément à l'article R.2162-3 du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre est mono-attributaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

L'accord-cadre est divisé en 2 lots :

- Lot 1 : Acquisition d'outils logiciels de contrôle et de supervision pour des bancs de test Pile à combustible/électrolyseurs petites, moyennes et fortes puissances

Le montant maximum de commande de chaque période (24 mois) pour ce lot est limité à 300 000 € HT.

- Lot 2 : Prestations d'intégration de sous-ensembles électrotechniques, mécaniques et fluidiques dans un système complexe (bancs d'essais, équipements de tests, ...)

Le montant maximum de commande de chaque période (24 mois) pour ce lot est limité à 500 000 € HT.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

Pour l'ensemble des lots, la classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot	Code principal	Description
01	48781000-6	Logiciels de gestion de systèmes
02	75310000-2	Services de prestations

1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée initiale de l'accord-cadre est fixée au CCP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Les cahiers des clauses particulières (CCP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) pour chacun des lots

Il est disponible en téléchargement sur le profil acheteur (<http://www.marches-publics.gouv.fr>)

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

5.1 - Documents à produire pour la candidature

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

5.1.1 Situation juridique :

- Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature
- Le cas échéant, habilitation du mandataire par ses cotraitants
- Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

5.1.2 Capacité financière :

- Déclaration de chiffre d'affaires : Déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel global du candidat et le chiffre d'affaires annuel du domaine d'activité faisant l'objet du marché public sur les trois derniers exercices. Les entreprises nouvellement créées peuvent justifier de leur capacité financière par tout autre moyen.
- Attestation d'assurance : Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

5.1.3 Capacité technique et professionnelle du candidat :

➤ Capacités professionnelles du candidat :

Le candidat devra fournir des références se rapportant à des prestations analogues exécutées au cours des trois dernières années dans le respect des obligations afférentes au secret professionnel. Le soumissionnaire pourra fournir des références anonymes et, sous réserve de l'accord de ses clients, des références nominatives.

Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une liste de références sur la période demandée en raison d'une création récente, il pourra, à défaut, prouver sa capacité professionnelle par tout document équivalent (certificats de qualification professionnelle, indication de l'expérience professionnelle du personnel de l'entreprise...)

➤ Capacités techniques du candidat :

- Présentation de l'équipe : titres d'études et ou qualifications / certifications détenues par l'opérateur économique
- Liste descriptive du matériel et des outils utilisés pour l'exécution de la mission.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via les url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Attention, les candidats devront joindre leur offre technique et commerciale ainsi que les documents de la candidature qui ne seraient pas dans le formulaire DUME.

5.2 - Documents à produire pour l'offre

Les offres des candidats seront rédigées en langue française ; toutefois le pouvoir adjudicateur accepte les mémoires techniques, et toute autre pièce présentant un aspect technique, rédigés en langue anglaise. Les offres doivent être exprimées en EURO.

Pour chacun des lots, chaque candidat ou chaque équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

- Le ou les acte(s) d'engagement (AE) et ses (leurs) annexes, pour chaque lot auquel il candidate.
- Un mémoire technique : ce document sera l'unique pièce utilisée pour juger de la valeur technique de

l'offre

- Le(s) BPU complété(s) pour chaque lot concerné
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) non contractuel destiné au jugement des offres, à compléter sans modification

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties. A ce titre pourra être demandé au candidat retenu la transmission de l'acte d'engagement signé en version papier. Le marché pourra toutefois être signé électroniquement.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission, par dépôt ou par courrier, d'un pli en support papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'analyser la candidature du seul candidat arrivé en tête à l'issue du classement des offres.

Tout opérateur économique qui serait, au cours de la procédure de passation du présent marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du Code de la commande publique verra sa candidature exclue de la procédure.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Chaque accord-cadre sera attribué aux opérateurs économiques ayant remis l'offre la mieux-disante, sous réserve d'un nombre d'offres suffisant.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot n°01 :

Critères		Pondération
1 - Prix des prestations (évalués au moyen du D.Q.E)		50.0
2 – Valeur technique		40.0
<u>Sous-critères</u>	2.1 : Plus-value apportée par le(s) logiciel(s) proposé(s)	20
	2.2 : Moyens humains déployés (CV des intervenants)	10
	2.3 : Méthodologie de déploiement d'un logiciel et délais associés	10
3 – Mesures prises en faveur du développement durable et de la protection de l'environnement		10.0
<u>Sous-critères</u>	3.1 Evaluation de la démarche d'éco-conception des logiciels, sur la base de référentiels d'éco-conception	5
	3.2 Compatibilité des logiciels avec des équipements anciens ou peu performants	5

Pour le lot n°02 :

Critères		Pondération
1 - Prix des prestations (évalués au moyen du D.Q.E)		50.0
2 – Valeur technique		50.0
	2.1 : Moyens humains déployés (CV des intervenants) pour les prestations attendues	20
	2.2 : Méthodologie envisagée pour répondre à une demande d'intégration	20

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Le ou les candidats attributaires seront retenus à titre provisoire en attendant la production des certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, qui seront à nouveau demandés lors de l'attribution d'un marché subséquent. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après

identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV

BP 7007

31068 TOULOUSE CEDEX 7

Tél : 05 62 73 57 57

Télécopie : 05 62 73 57 40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV

BP 7007

31068 TOULOUSE CEDEX 7

Tél : 05 62 73 57 57

Télécopie : 05 62 73 57 40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr